

Chambre des Représentants

SESSION 1959-1960.

21 DÉCEMBRE 1959.

PROJET DE LOI relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

I. — AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR M. CUDELL.

Article premier.

Remplacer le texte de l'article premier par le texte suivant :

« La présente loi organise un statut spécial de pension au profit des travailleurs indépendants et de leurs veuves. »

JUSTIFICATION.

Des remarques pertinentes ont été faites au Sénat en ce qui concerne l'emploi du mot « prestations ».

Le texte proposé, tout en étant plus direct, donne satisfaction à ces observations fondées.

G. CUDELL.
H. DERUELLES.
E. LACROIX.

Art. 8.

A la deuxième ligne, remplacer :

« trois ans »,

par :

« un an ».

JUSTIFICATION.

A partir du moment où est admise la pluralité des organismes assureurs, il n'y a pas de raison de restreindre la liberté des assurés en matière de changement d'organisme assureur. C'est le motif pour lequel nous proposons d'en revenir au texte de la loi du 30 juin 1956 (art. 2, § 3, b).

G. CUDELL.
H. DERUELLES.
J. PEETERS.
F. MASSART.

Voir :

370 (1959-1960) :

— N° 1 : Projet transmis par le Sénat (+erratum).
— Nos 2 et 3 : Amendements.

Kamer der Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1959-1960.

21 DECEMBER 1959.

WETSONTWERP betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen.

I. — AMENDEMENTEN VOORGESTELD DOOR DE HEER CUDELL.

Eerste artikel.

De tekst van het eerste artikel vervangen door de volgende tekst :

« Deze wet stelt een speciaal statuut van pensioenen vast ten voordele van de zelfstandigen en van hun weduwen. »

VERANTWOORDING.

In de Senaat werden enige rake opmerkingen gemaakt betreffende het gebruik van het woord « uitkeringen ».

De voorgestelde tekst is directer en gaat tevens in op deze gegronde opmerkingen.

Art. 8.

Op de eerste regel, de woorden :

« drie jaar »,

vervangen door de woorden :

« een jaar ».

VERANTWOORDING.

Wanneer men het pluralisme inzake de verzekeringsinstellingen aanvaardt, is er geen reden om de vrijheid van de verzekerden te beknotten wat de overgang van een verzekeringsinstelling naar een andere betreft. Daarom stellen wij voor terug te keren tot de tekst van de wet van 30 juni 1956 (art. 2, § 3, b).

Zie :

370 (1959-1960) :

— N° 1 : Ontwerp door de Senaat overgezonden (+erratum).
— Nos 2 en 3 : Amendementen.

H. — 113.

Art. 10.

Compléter cet article par un troisième alinéa ainsi libellé :

« Le travailleur indépendant peut toutefois se libérer du montant de sa cotisation annuelle à la fin du premier trimestre civil. »

JUSTIFICATION.

L'amendement proposé tend à éviter des frais inutiles aux assurés qui sont en mesure de payer globalement leur cotisation annuelle. C'est une mesure de facilité proposée aux assurés et aux organismes assureurs.

G. CUDELL.
G. BOEYKENS.
M. BOUTET.
J. VAN HEUPEN.

Art. 11.

Remplacer les deux premiers alinéas par le texte ci-après :

« Le montant de cette cotisation est égale à 4,2 % des revenus professionnels annuels imposables à la taxe professionnelle dont l'assujetti a bénéficié en qualité de travailleur indépendant pour le pénultième exercice fiscal. Aucune cotisation n'est due sur la partie de ces revenus dépassant 145 000 francs. »

JUSTIFICATION.

On ne peut accepter le maintien du système de cotisations par tranches de revenus en dessous de 25 000 francs pour la raison suivante :

Bien que l'Exposé des Motifs affirme demander une cotisation de 4,2 % pour les assujettis, un rapide calcul permet de démontrer que cette cotisation est loin d'être uniforme, et ce incontestablement au désavantage des catégories inférieures de revenus.

Exemple :

15 000 francs de revenus — cotisation de 900 francs l'an = 6 % des revenus;

10 000 francs de revenus — cotisation de 800 francs l'an = 8 % des revenus.

Il est dans ces conditions bien compréhensible qu'on doive prévoir un recours à une commission des recouvrements et aux assistances publiques.

G. CUDELL.
H. DERUELLES.
G. BOEYKENS.
E. LACROIX.

Art. 15.

A. — En ordre principal :

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION.

1. Assurance-vie et assurance immobilière.

Le principe de ces dérogations (illusoire pour les intéressés) à l'assurance ordinaire est économiquement absurde pour le système et injuste pour l'ensemble des assurés.

En effet, elles permettent aux plus aisés (assurance immeuble) et aux risques physiquement les meilleurs (assurance-vie), d'échapper à une part de leurs obligations vis-à-vis de la communauté des travailleurs indépendants.

Pratiquement elles sont dangereuses et constituent une duperie pour des personnes qui fort souvent ne savent pas à quoi elles s'engagent.

En effet, pour l'assurance immobilière il y a aliénation d'un bien la vie durant des deux conjoints et, malgré une marge de sécurité,

Art. 10.

Dit artikel aanvullen met een derde lid, luidend als volgt :

« De zelfstandigen kunnen echter het bedrag van hun jaarlijkse bijdrage kwijten op het einde van het eerste kalenderkwartaal. »

VERANTWOORDING.

Het voorgestelde amendement strekt ertoe nutteloze kosten te besparen aan de verzekerden die in staat zijn hun jaarlijkse bijdrage ineens te betalen. Deze maatregel wordt voorgesteld om het de verzekerden en de verzekeringsinstellingen gemakkelijker te maken.

Art. 11.

Lid 1 en lid 2 van dit artikel vervangen door de volgende tekst :

« Het bedrag van deze bijdrage is gelijk aan 4,2 % van de in de bedrijfsbelasting belastbare inkomsten, die de verzekerde tijdens het voorlaatste belastingjaar als zelfstandige heeft genoten. Geen bijdrage is verschuldigd op het gedeelte van deze inkomsten dat 145 000 frank te boven gaat. »

VERANTWOORDING.

Het systeem van bijdragen per inkomstentranche van minder dan 25 000 frank is onaanvaardbaar om de volgende reden :

Hoewel in de Memorie van Toelichting wordt beweerd dat van de verzekerden een bijdrage van 4,2 % wordt gevraagd, wijst een vluchtige berekening uit dat deze bijdrage niet eenvormig is, zulks alleszins ten nadele van de lagere inkomstencategorieën.

Bij voorbeeld :

15 000 frank inkomsten — bijdrage van 900 frank per jaar = 6 % van het inkomen;

10 000 frank inkomsten — bijdrage van 800 frank per jaar = 8 % van het inkomen.

In die omstandigheden valt het licht te begrijpen dat men zijn toevlucht moet nemen tot een Invorderingscommissie en tot de Commissies van openbare onderstand.

Art. 15.

A. — In hooforde :

Dit artikel weglaten.

VERANTWOORDING.

1. Levensverzekering en verzekering-onroerend goed.

Het beginsel van die afwijkingen (een oogverblindend voor de betrokkenen) op de gewone verzekering is een economische onzin voor de regeling en een onrechtvaardigheid ten opzichte van de gezamenlijke verzekerden.

Daardoor kunnen immers de meest goeiden (verzekering onroerend goed) en de fysiek gezien gunstigste risico's (levensverzekering) aan een deel van hun verplichtingen tegenover de gemeenschap van de zelfstandigen ontsnappen.

In feite zijn zij gevaarlijk en vormen zij een valstrik voor personen, die vaak niet weten waartoe zij zich verbinden.

Bij de verzekering-onroerend goed wordt immers een goed vreemd voor de levensduur van beide echtgenoten, en ondanks de

nul ne sait si, dans dix ans, le capital représenté par cet immeuble pourra encore garantir les sommes assurées à ce moment. Quel drame lorsqu'il n'en sera plus ainsi : il faudra rembourser tout le passé assuré, même au prix d'une vente forcée. Même drame lorsque pour une raison ou l'autre le travailleur indépendant se trouve dans l'obligation de réaliser cet immeuble.

En ce qui concerne l'assurance-vie, le coût de cette assurance est supérieur à l'assurance légale et ce mode d'assurance deviendra de plus en plus onéreux au fur et à mesure de l'augmentation de la pension à garantir.

Dans les deux cas, les assurés doivent en outre malgré tout payer une quote-part de l'assurance ordinaire.

Dans les deux cas aussi, la procédure est coûteuse pour l'organisme chargé de traiter ces affaires, ce qui représente en fin de compte une charge supplémentaire pour le régime de pension tout entier, donc pour la masse des assurés.

Enfin et quoi qu'on dise, une augmentation sensible du nombre de ces assurances pourrait mettre en péril le financement de la loi. Sur le plan du financement, le maintien de ces exceptions constitue donc une hérésie.

2. Activité professionnelle complémentaire :

Nous réclamons la suppression du § 4, pour les mêmes raisons qui ont été retenues par la Commission spéciale créée à la Chambre le 9 juillet 1953 et à laquelle appartenait M. le Ministre. Nous les reproduisons ci-après :

« Nous voulons encore attirer l'attention sur le fait que le projet primitif prévoyait que la cotisation obligatoire ne serait due que par les personnes exerçant la profession de travailleur indépendant « habituellement et en ordre principal ». Votre Commission a supprimé cette notion pour plusieurs motifs, aussi bien d'ordre pratique que pour des raisons de principe.

» Motifs d'ordre pratique :

» 1° Dans le cas où une personne exerce en même temps deux sortes d'activités professionnelles, il n'est pas facile de déterminer quelle est sa profession principale et quelle est son activité professionnelle accessoire. Ce texte serait donc une source de contestations.

» 2° L'Administration des Contributions directes ne fait aucune distinction entre les revenus d'une activité principale, d'une part, et ceux d'une activité accessoire, d'autre part.

» Raisons de principe :

» a) Dans le cadre d'une même profession indépendante l'égalité entre concurrents exige que tous supportent les mêmes charges, même dans le domaine social, et qu'aucun privilège ne soit établi en faveur de ceux qui exercent, à côté de leur profession indépendante, une autre activité professionnelle;

» b) Dans le cadre de la législation relative à la sécurité sociale des salariés et appointés, toute activité professionnelle rémunérée donne lieu au paiement obligatoire de cotisations, sans aucune distinction entre activité principale ou accessoire. Nous souhaitons l'application du même principe dans le secteur des travailleurs indépendants où la rémunération est remplacée par la notion de revenus professionnels. »

B. — Subsidiairement :

Modifier comme suit le § 2 de cet article :

« § 2. Les travailleurs indépendants visés au § 1 sont tenus de payer trimestriellement à l'Office National des Pensions pour Travailleurs indépendants une cotisation établie en fonction de leurs revenus professionnels pour le pénultième exercice fiscal précédant l'année en cours et dont le montant est égal à 33 % de la cotisation fixée par l'article 11 s'il s'agit d'un assuré du sexe masculin et à 50 % de ladite cotisation s'il s'agit d'un assuré du sexe féminin. »

JUSTIFICATION.

Les assurances-vie et les assurances immobilières ne représentent que la partie capitalisée de la pension. Les assurés qui choisissent ce mode d'assurance ne peuvent échapper à la solidarité instaurée par le système. Ils doivent donc payer, comme dans la loi du 30 juin 1956, l'entière cotisation de solidarité, telle qu'elle apparaît des pourcentages prévus aux articles 29 et 39, § 3 du projet.

veiligheidsmarge weet niemand of het kapitaal dat door dit onroerend goed vertegenwoordigd is, over tien jaar nog zal volstaan om de thans verzekerde sommen te waarborgen. Dan wordt het een drama : de verzekering voor de hele periode zal terugbetaald moeten worden, zelfs ten koste van een gedwongen verkoop. De toestand is even dramatisch wanneer, om een of andere reden, de zelfstandige verplicht is dat onroerend goed te gelde te maken.

De levensverzekering, van haar kant, kost eigenlijk meer dan de wettelijke verzekering, en deze vorm van verzekering zal trouwens steeds kostbaarder worden naargelang het te waarborgen pensioenbedrag zal stijgen.

In beide gevallen moeten de verzekerden bovendien toch nog een aandeel in de gewone verzekering betalen.

In beide gevallen ook is de procedure kostbaar voor het lichaam dat deze zaken moet behandelen, zodat er ten slotte een bijkomende last voor de hele pensioenregeling, dus voor de gezamenlijke verzekerden, uit voortvloeit.

Ten slotte kan de financiering van de wet, ondanks alle beweringen in gevaar worden gebracht door een merkelijke verhoging van het aantal van die verzekeringen. Op het stuk van financiering is het dus een ketterij, die uitzonderingen te behouden.

2. Bijkomende beroepsbezigheid.

Wij vragen de weglating van § 4 om dezelfde redenen als die welke in aanmerking genomen werden door de Bijzondere Commissie, in de Kamer ingesteld op 9 juli 1953, en waarvan de heer Minister deel uitmaakte. Wij halen ze hierna aan :

« Wij willen nogmaals de aandacht vestigen op het feit dat het oorspronkelijk ontwerp bepaalde dat de verplichte bijdrage slechts zou verschuldigd zijn door de personen die « gewoonlijk en hoofdzakelijk » het beroep van zelfstandige uitoefenen. Uw Commissie heeft dit begrip weggelaten om verschillende redenen, zowel van praktische als van principiële aard.

» Redenen van praktische aard :

» 1° Wanneer een persoon ter zelfder tijd twee soorten beroepsbezigheden uitoefent, is het niet gemakkelijk uit te maken welke zijn hoofdbezigheid en welke zijn bijkomende beroepsbezigheid is. Die tekst zou dus aanleiding geven tot betwistingen.

» 2° Het Bestuur der Directe Belastingen maakt geen onderscheid tussen de inkomsten voortvloeiende uit een hoofdbezigheid, enerzijds, en, anderzijds, die welke voortkomen van een bijkomende bezigheid.

» Redenen van principiële aard :

» a) In het raam van éénzelfde zelfstandig beroep, eist de gelijkheid van de mededingers, dat allen dezelfde lasten, zelfs op sociaal gebied, zouden dragen, en dat geen voorrecht zou worden geschapen ten gunste van diegenen die, benevens hun zelfstandig beroep, een andere beroepsbezigheid uitoefenen.

» b) In het raam van de wetgeving betreffende de maatschappelijke zekerheid van de loon- en weddetrekkenden, geeft iedere winstgevende beroepsbezigheid aanleiding tot de verplichte betaling van bijdragen zonder enig onderscheid tussen hoofd- en bijkomende bezigheid. Wij wensen de toepassing van hetzelfde principe in de sector van de zelfstandige arbeiders waar de bezoldiging vervangen is door het begrip « bedrijfsinkomsten. »

B. — In bijkomende orde :

Paragraaf 2 van dit artikel wijzigen als volgt :

« § 2. De in § 1 bedoelde zelfstandigen zijn gehouden driemaandelijks aan de Rijksdienst voor de pensioenen der zelfstandigen een bijdrage te betalen, vastgesteld in verhouding tot hun bedrijfsinkomsten voor het voorlaatste belastingjaar dat aan het lopende jaar voorafgaat en waarvan het bedrag gelijk is aan 33 % van de in artikel 11 vastgestelde bijdragen wanneer het een mannelijk verzekerde, en 50 % van genoemde bijdragen wanneer het een vrouwelijk verzekerde betreft. »

VERANTWOORDING.

Levensverzekeringen en verzekeringen van onroerende goederen vormen slechts het gekapitaliseerde pensioengedeelte. De verzekerden die de voorkeur geven aan dit soort verzekering mogen niet aan de door de pensioenregeling ingevoerde solidariteit ontsnappen. Zij moeten dus, zoals krachtens de wet van 30 juni 1956, het totale bedrag van de solidariteitsbijdrage betalen dat overeenstemt met de in de artikelen 29 en 39, § 3, van het ontwerp bepaalde percentages.

G. CUDELL.
H. DERUELLES.

Art. 28.

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION.

Amendement corollaire à la demande de suppression de l'article 15.

G. CUDELL.
H. DERUELLES.

Art. 33.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« Le montant maximum de la pension de survie est égal aux deux tiers du montant maximum de la pension de retraite prévu à l'article 21, 1^o, lorsque le mari décède, au plus tôt, à l'âge de 65 ans. »

Art. 34.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« Lorsque le mari décède avant l'âge de 65 ans, le montant maximum de la pension de survie est égal aux deux tiers du montant maximum de la pension de retraite prévu à l'article 21, 1^o, si la veuve établit que son mari a été occupé 250 journées par an au moins en qualité de travailleur indépendant durant toute la période comprise entre le 1^{er} janvier 1954 ou le 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle le mari a atteint son 20^e anniversaire s'il se situe après le 1^{er} janvier 1954 et le 31 décembre de l'année précédant celle de son décès.

» S'il ne peut se compter 20 années au moins entre le 1^{er} janvier 1954 et le 31 décembre de l'année précédant celle du décès, et si le 20^e anniversaire du défunt se situe avant le 1^{er} janvier 1954, il y a lieu d'ajouter les années civiles antérieures au 1^{er} janvier 1954 nécessaires pour obtenir 20 années consécutives ou pour obtenir toutes les années comprises entre le 1^{er} janvier de l'année du 20^e anniversaire du défunt et le 31 décembre de l'année précédant celle du décès si cette période comprend moins de 20 ans. La preuve d'une occupation exercée conformément à l'alinéa premier est censée administrée pour toute la période antérieure au 1^{er} janvier 1954 si elle est administrée pour les 3/4 au moins de cette période.

» Toutefois, si la veuve ne peut établir que le défunt a été occupé 250 journées par an en qualité de travailleur indépendant pendant toute la période envisagée aux deux alinéas précédents, le montant maximum de la pension de survie est égal aux deux tiers du montant maximum de la pension de retraite prévu à l'article 21, 1^o, mais est réduit proportionnellement au nombre d'années civiles jugées admissibles par rapport au nombre d'années civiles comprises dans la période de référence définie aux alinéas précédents. »

Art. 35.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« Le montant maximum de la pension de survie prévu aux articles 33 et 34 est limité à la moitié du montant maximum de la pension de retraite prévu à l'article 21, 1^o, aussi longtemps que la veuve n'a pas atteint l'âge de 65 ans. »

JUSTIFICATION.

Les amendements proposés visent à éviter les imperfections constatées dans les régimes de pension des salariés (notamment ne plus

Art. 28.

Dit artikel weglaten.

VERANTWOORDING.

Amendement dat voortvloeit uit de gevraagde weglating van artikel 15.

Art. 33.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« Het maximum bedrag van het overlevingspensioen is gelijk aan twee derde van het maximumbedrag van het bij artikel 21, 1^o, bepaalde rustpensioen, wanneer de echtgenoot ten vroegste op de leeftijd van 65 jaar sterft. »

Art. 34.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« Wanneer de echtgenoot vóór de leeftijd van 65 jaar sterft, is het maximumbedrag van het overlevingspensioen gelijk aan twee derde van het maximumbedrag van het bij artikel 21, 1^o, bepaalde rustpensioen, indien de weduwe bewijst dat haar man gedurende ten minste 250 dagen per jaar als zelfstandige werkzaam is geweest tijdens de gehele periode gaande vanaf 1 januari 1954, of van 1 januari van het jaar tijdens hetwelk de echtgenoot twintig jaar is geworden, indien die twintigste verjaardag na 1 januari 1954 viel, tot 31 december van het jaar voorafgaand aan het jaar van zijn overlijden.

» Liggen er tussen 1 januari 1954 en 31 december van het jaar voorafgaand aan het jaar van overlijden niet ten minste twintig jaren, en viel de twintigste verjaardag van de overledene vóór 1 januari 1954, dan moet men het nodige aantal kalenderjaren vóór 1 januari 1954 mederekenen om tot 20 opeenvolgende jaren te komen, of om het bewijs te hebben voor al de jaren begrepen tussen 1 januari van het jaar waarin de overledene twintig jaar werd en 31 december van het jaar voorafgaand aan het jaar van zijn overlijden, indien deze periode minder dan twintig jaren omvat. Het bewijs van de werkzaamheid in de zin van lid 1 wordt geacht vóór de gehele periode vóór 1954 te zijn geleverd, indien het is geleverd voor ten minste drie vierde van die periode.

» Indien de weduwe evenwel niet kan bewijzen dat de overledene 250 dagen per jaar als zelfstandige werkzaam is geweest gedurende de gehele in de twee vorige leden bedoelde periode, is het maximumbedrag van het overlevingspensioen gelijk aan twee derde van het maximumbedrag van het bij artikel 21, 1^o, bepaald rustpensioen, doch dan wordt het evenredig verminderd volgens het aantal kalenderjaren waarvoor het bewijs wordt aanvaard, in verhouding tot het aantal kalenderjaren begrepen in de referentieperiode waarvan in de vorige leden sprake is. »

Art. 35.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« Het in de artikelen 33 en 34 bedoelde maximumbedrag van het overlevingspensioen wordt beperkt tot de helft van het in artikel 21, 1^o, bedoelde maximumbedrag van het rustpensioen, zolang de weduwe geen 65 jaar oud is. »

VERANTWOORDING.

De voorgestelde amendementen willen de onvolkomenheden van de pensioenregelingen voor loontrekkenden ondervangen en met name

permettre l'octroi d'une pension de survie supérieure à la pension précédemment allouée au ménage).

Le système proposé serait en tout état de cause plus équitable pour les assurés, soit de leur point de vue personnel, soit du point de vue budgétaire. Il rejoint en outre celui qui a été fixé dans la proposition de loi déposée à la Chambre des Représentants.

L'objection faite par M. le Ministre à la Commission du Sénat pour repousser ces amendements, à savoir qu'ils occasionneraient une dépense supplémentaire de 5 millions de francs, ne peut plus être opposée aux présents amendements, puisque les montants prévus seraient identiques à ceux proposés par le Gouvernement :

$21\,000 \times 2/3 = 14\,000$ francs pour les veuves de 65 ans et plus;
 $21\,000 \times 1/2 = 10\,500$ francs pour les veuves de moins de 65 ans.

En outre, l'amendement déposé par M. le Ministre en séance publique du Sénat, tout en n'évitant que dans une certaine mesure l'écueil signalé par l'opposition, ne peut donner satisfaction parce qu'il tombe dans l'excès contraire en restreignant de façon injustifiée les possibilités d'octroi de la pension de veuve.

Le seul système équitable est celui qui consiste à donner une pension de veuve proportionnelle à la pension de retraite.

G. CUDELL.
H. DERUELLES.

Art. 45.

1. — Modifier le § 2, deuxième alinéa, comme suit :

« Les augmentations de rentes éventuelles sont à charge des organismes assureurs. »

JUSTIFICATION.

Pourquoi mettre à charge de la répartition les augmentations des rentes dues aux fluctuations de l'indice des prix de détail ?

Les caisses de pension devraient prendre ces augmentations à charge. C'est pour la capitalisation un aveu d'inadaptation à l'économie moderne.

Si M. le Ministre ne modifie pas cet alinéa, peut-il dire qui calculera ces augmentations et qui les paiera ?

Comment l'Office National des Pensions pour Travailleurs Indépendants pourra-t-il contrôler efficacement s'il ne les accorde pas ?

2. — Supprimer le deuxième alinéa du § 3.

JUSTIFICATION.

Amendement corollaire à la demande de suppression du § 4 de l'article 15.

Art. 54.

Remplacer le texte du § 1 par ce qui suit :

« § 1. Les personnes qui désirent obtenir une prestation à charge de l'Office National des Pensions pour Travailleurs Indépendants sont tenues d'en faire la demande.

« Le demandeur doit se présenter auprès du bourgmestre de la commune dans laquelle il a sa résidence effective. Celui-ci complète sur le champ une fiche-témoin conforme au modèle officiel qu'il signe conjointement avec le demandeur auquel il remet, en outre, un accusé de réception. Le bourgmestre dispose d'un délai de cinq jours pour faire parvenir la fiche-témoin à l'Office National des Pensions pour Travailleurs Indépendants.

« Sauf empêchement légitime, dans les trente jours de la réception de la fiche-témoin, l'Office National des Pensions pour Travailleurs Indépendants doit déléguer un de ses agents mandaté à cette fin, soit à la résidence du demandeur,

verhinderen dat het overlevingspensioen groter kan zijn dan hetgeen te voren aan het gezin werd toegekend.

De voorgestelde regeling zou in ieder geval voor de verzekerden billijker zijn, hetzij van hun persoonlijk standpunt uit, hetzij budgettair gezien. Zij valt bovendien samen met de regeling van het voorstel van wet dat bij de Kamer van Volksvertegenwoordigers is ingediend.

De tegenwerping die de Minister in de Commissie heeft gemaakt om deze amendementen af te wijzen, nl. dat zij 5 miljoen frank zouden kosten, geldt niet meer voor de onderhavige amendementen, aangezien de voorgestelde bedragen dezelfde zouden zijn als die van de Regering :

$21\,000 \times 2/3 = 14\,000$ frank voor de weduwen van 65 jaar en ouder;
 $21\,000 \times 1/2 = 10\,500$ frank voor de weduwen van minder dan 65 jaar oud.

Bovendien wordt door het amendement dat de Minister in de openbare vergadering van de Senaat heeft ingediend slechts gedeeltelijk tegemoetgekomen aan het door de oppositie geformuleerde bezwaar. Het kan ook geen voldoening schenken omdat het in het tegenovergestelde euvel vervalt door de mogelijkheden inzake toekenning van het weduwpensioen op onrechtmatige wijze te beperken.

Het enige billijke systeem is het toekennen van een weduwpensioen in verhouding tot het rustpensioen.

G. CUDELL.
H. DERUELLES.

Art. 45.

1. — Paragraaf 2, tweede lid, wijzigen als volgt :

« De eventuele verhogingen van de renten vallen ten laste van de verzekeringsinstellingen. »

VERANTWOORDING.

Waarom worden de renteverhogingen die het gevolg zijn van de schommelingen van het indexcijfer der kleinhandelsprijzen ten laste gelegd van het omslagstelsel ?

De pensioenfondsen zouden deze verhogingen voor hun rekening moeten nemen. Dit bewijst wel dat het kapitalisatiestelsel zich niet aan het moderne bedrijfsleven heeft aangepast.

Indien de Minister dit lid niet wijzigt, kan hij dan zeggen wie bedoelde verhogingen zal berekenen en uitkeren ?

Hoe kan de Rijksdienst voor de Pensioenen der Zelfstandigen een doeltreffende controle uitoefenen indien hij deze verhogingen niet verleent ?

2. — Het tweede lid van § 3 weglaten.

VERANTWOORDING.

Amendement dat voortvloeit uit de gevraagde weglating van § 4 van artikel 15.

G. CUDELL.
H. DERUELLES.

Art. 54.

De tekst van § 1 vervangen door wat volgt :

« § 1. De personen die een uitkering ten laste van de Rijksdienst voor de pensioenen der zelfstandigen wensen te verkrijgen, zijn gehouden daartoe een aanvraag in te dienen.

« De aanvrager moet zich aanbieden bij de burgemeester van de gemeente waar hij zijn werkelijke verblijfplaats heeft. Deze vult onmiddellijk een steekkaart van het officieel model in die hij samen met de aanvrager ondertekent en aan deze laatste overhandigt met daarbij een ontvangstbewijs. De burgemeester beschikt over een termijn van vijf dagen om deze steekkaart bij de Rijksdienst voor de pensioenen der zelfstandigen te doen toekomen.

« Behoudens in geval van wettelijk beletsel, moet de Rijksdienst voor de Pensioenen der Zelfstandigen binnen dertig dagen na ontvangst van de steekkaart een van zijn daartoe gemandateerde ambtenaren delegeren, hetzij naar

soit dans un local spécialement mis à la disposition de l'agent par l'Administration communale du lieu de résidence du demandeur.

» Le délégué de l'Office National des Pensions pour Travailleurs Indépendants fait signer la demande après vérification des éléments d'état civil. Il réclame au requérant tous documents utiles et procède aux formalités d'instruction primaire de la demande.

» Le Roi arrête les modalités d'exécution du présent paragraphe. »

JUSTIFICATION.

L'amendement proposé vise à simplifier et à faciliter la tâche des demandeurs et de l'Administration.

L'Administration techniquement compétente conservera le contrôle du dossier d'un bout à l'autre de l'instruction et sera seule responsable de la mener à bonne fin.

L'instruction primaire effectuée à l'échelon local constituera une déconcentration indispensable dont les demandeurs de la pension seront les premiers et heureux bénéficiaires puisqu'ils ne seront plus ni abandonnés à eux-mêmes, ni tenus à des déplacements longs et difficiles.

Il ne paraît pas inutile d'ajouter que l'incidence financière de la méthode proposée serait pratiquement nulle, le système pouvant valablement fonctionner sur l'économie réalisée par la suppression des indemnités actuellement allouées et par la réduction appréciable du nombre de correspondances actuellement expédiées par l'organisme.

A remarquer le minimum de travail demandé aux administrations communales en raison d'une part de la multiplicité des tâches qui leur sont déjà confiées et d'autre part, de l'impossibilité où elles se trouvent dans la plupart des cas (toutes les petites communes notamment) de spécialiser un personnel dont elles ne peuvent disposer.

de verblijfplaats van de aanvrager, hetzij naar een door het gemeentebestuur van de verblijfplaats van de aanvrager speciaal ter beschikking van deze ambtenaar gesteld lokaal.

» Na verificatie van de inlichtingen inzake burgerlijke stand, doet de gedelegeerde van de Rijksdienst voor de Pensioenen der Zelfstandigen de aanvraag ondertekenen. Hij vraagt van de verzoeker alle dienstige stukken en gaat over tot de formaliteiten van eerste onderzoek van de aanvraag.

» De Koning bepaalt de uitvoeringsmodaliteiten van dit artikel. »

VERANTWOORDING.

Het amendement wil de taak van de aanvragers en van de administratie eenvoudiger en gemakkelijker maken.

De technisch bevoegde administratie zal de controle van het dossier gedurende het hele onderzoek behouden en zij alleen zal verantwoordelijk zijn voor het goede verloop ervan.

Het eerste onderzoek op het lokale vlak zal een noodzakelijke deconcentratie in de hand werken, waarvan de aanvragers van het pensioen het eerst voordeel zullen halen, aangezien zij niet meer aan hun lot overgelaten zullen zijn, noch lange en moeilijke verplaatsingen zullen behoeven te doen.

Het schijnt niet zonder nut hieraan toe te voegen dat de voorgestelde methode praktisch geen financiële gevolgen zal hebben, daar de regeling zeer goed kan functioneren met behulp van de besparingen verwezenlijkt door de afschaffing van de thans uitgekeerde vergoedingen en ook door de aanmerkelijke inkrimping van de correspondentie van deze instelling.

Men merke op dat van de gemeentebesturen slechts een minimum-inspanning gevraagd wordt, dit wegens de talrijke taken waarmee zij reeds belast zijn, eensdeels, en de onmogelijkheid, in de meeste gevallen (o.m. alle kleine gemeenten), om personeel te specialiseren, anderdeels.

G. CUDELL.

H. DERUELLES.

Art. 62.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« § 1. Pour l'accomplissement des missions de surveillance et d'instructions confiées à l'Office National des Pensions pour Travailleurs Indépendants, les agents dudit Office, habilités à ces fins, ont la libre entrée de tous les locaux et lieux de travail généralement quelconques, autres que ceux servant à l'habitation.

» Les travailleurs indépendants, les sociétés, les institutions et les administrations sont tenus de leur fournir les renseignements et les documents nécessaires à l'exécution des missions susvisées. »

» § 2. Les agents de l'Office National des Pensions pour Travailleurs Indépendants sont tenus au secret imposé par l'article 76 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus. »

JUSTIFICATION.

Voir remarques du Conseil d'Etat au sujet de cet article [p. 53 du Document n° 214 (1958-1959) du Sénat].

En outre, ce qui échappe certainement au Conseil d'Etat, c'est que cet article obligerait des administrations publiques à fournir tous les renseignements que pourraient exiger les caisses de pension qui sont des organismes privés.

Parcille chose est impensable et contraire aux règles en vigueur dans nos administrations publiques et relatives au secret professionnel.

Soul l'Office National des Pensions pour Travailleurs Indépendants peut faire exception à la condition nous semble-t-il d'accorder une réciprocité de garantie aux autres administrations publiques et aux travailleurs indépendants eux-mêmes. Telles sont les raisons pour lesquelles nous proposons l'amendement précité.

Art. 62.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« § 1. Met het oog op het vervullen van de opdrachten op het stuk van toezicht en onderzoek, waarmede de Rijksdienst voor de Pensioenen der Zelfstandigen is belast, hebben de personeelsleden van genoemde Dienst vrije toegang tot alle werkplaatsen en -lokalen van om het even welke aard buiten degene die als woning dienen.

» De zelfstandigen, de vennootschappen, de inrichtingen en administraties zijn verplicht hun de inlichtingen en stukken te verstrekken die voor de uitvoering van bedoelde opdrachten nodig zijn.

» § 2. De personeelsleden van de Rijksdienst voor de Pensioenen der Zelfstandigen zijn verplicht tot geheimhouding als voorgeschreven bij artikel 76 van de samengevoegde wetten betreffende de inkomstenbelastingen. »

VERANTWOORDING.

Zie de opmerkingen van de Raad van State betreffende dit artikel [Stuk n° 214, blz. 53 (1958-1959) van de Senaat].

Bovendien verliest de Raad van State kennelijk uit het oog dat dit artikel de openbare besturen zou verplichten alle inlichtingen te verstrekken die worden gevraagd door de pensioenkassen, die particuliere instellingen zijn.

Dit gaat niet op en druist in tegen de in onze openbare besturen vigerende regels betreffende het beroepsgeheim.

Alleen de Rijksdienst voor de Pensioenen der Zelfstandigen mag een uitzondering op de regel maken, op voorwaarde een wederkerige waarborg te verlenen aan de andere openbare besturen en aan de zelfstandigen zelf. Daarom hebben wij voornoemd amendement voorgesteld.

G. CUDELL.

Art. 63.

Compléter cet article comme suit :

« Les agents définitifs du Fonds de Solidarité et de Garantie sont transférés à l'Office National des Pensions pour Travailleurs Indépendants.

» Ils sont, de droit, agents définitifs de cet organisme

» Le Roi fixe le statut administratif des agents de l'Office National des Pensions pour Travailleurs Indépendants. »

JUSTIFICATION.

Cet article n'est pas suffisamment explicite en ce qui concerne la sauvegarde des intérêts des agents du Fonds de Solidarité et de Garantie.

Ces agents ont le droit de connaître clairement le sort qui leur sera réservé; les réticences de M. le Ministre à leur égard ont provoqué une inquiétude bien compréhensible que n'ont certes pas dissipée ses déclarations expressément compliquées mais dépourvues de garanties.

En outre, les agents statutaires de l'Office National des Pensions pour Travailleurs Indépendants doivent bénéficier d'un statut administratif.

G. CUDELL.
H. DERUELLES.

II. — AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR M. DERUELLES.

Art. 11.

Modifier le dernier alinéa comme suit :

« L'Administration des Contributions directes fixe le montant de la cotisation. Elle en avise l'Office National des Pensions pour Travailleurs Indépendants au moyen d'un formulaire conforme au modèle officiel, avant le 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle la cotisation est due. L'Office National des Pensions pour Travailleurs Indépendants informe la Caisse de Pension dont le travailleur indépendant a fait choix. »

JUSTIFICATION.

Le texte du projet implique que l'Administration des Contributions directes ait connaissance dans chaque cas de l'organisme assureur dont a fait choix le travailleur indépendant.

Il implique également qu'elle soit tenue au courant de toutes les modifications qui interviendront non seulement lors des changements d'organisme assureur, mais également lors des changements de modes d'assurance (immobilière, assurance-vie, assurance légale).

L'amendement proposé est rationnel.

Le repousser serait courir au devant de grosses difficultés tant pour les assurés que pour les organismes assureurs. Il faut un organisme centralisateur; l'Office National des Pensions pour Travailleurs Indépendants est tout indiqué pour ce travail.

En outre, M. le Ministre a dit à maintes reprises son souci de recueillir des éléments statistiques.

L'amendement proposé rencontre ce souci puisqu'il offrirait des possibilités directes en cette matière, notamment au sujet des cotisants, des cotisations et des revenus soumis à la cotisation.

Ce serait aussi l'occasion d'unifier le système d'immatriculation des assurés, les organismes assureurs ayant actuellement une trop grande liberté en ce domaine.

Art. 63.

Dit artikel aanvullen met wat volgt :

« Het vaste personeel van het Solidariteits- en Waarborgfonds gaat over naar de Rijksdienst voor de Pensioenen der Zelfstandigen.

» Zij worden van rechtswege opgenomen in het vaste kader van deze instelling.

» De Koning bepaalt het administratief statuut van het personeel van de Rijksdienst voor de Pensioenen der Zelfstandigen. »

VERANTWOORDING.

Dit artikel is niet uitdrukkelijk genoeg wat betreft de vrijwaring van de rechten van het personeel van het Solidariteits- en Waarborgfonds.

Deze personeelsleden hebben het recht duidelijk te weten welk lot hun zal worden beschoren; de teguithoudendheid van de Minister heeft een begrijpelijke onrust verwekt die niet werd weggenomen door zijn opzettelijk ingewikkelde verklaringen waarin geen sprake is van waarborgen.

Bovendien hebben de statutaire personeelsleden van de Rijksdienst voor de Pensioenen der Zelfstandigen het recht te weten wat hun administratief en pensioenstatuut zal zijn.

II. — AMENDEMENTEN VOORGESTELD DOOR DE HEER DERUELLES.

Art. 11.

Het laatste lid van dit artikel als volgt wijzigen :

« Het Bestuur der Directe Belastingen bepaalt het bedrag van de bijdrage. Het brengt de Rijksdienst voor de Pensioenen van de Zelfstandigen hiervan in kennis door middel van een formulier conform met het officiële model, vóór 31 december van het jaar voorafgaand aan dat, tijdens hetwelk de bijdrage moet worden betaald. De Rijksdienst voor de Pensioenen der Zelfstandigen geeft hiervan kennis aan de Pensioenkas waarbij de zelfstandige zich heeft aangesloten. »

VERANTWOORDING.

De tekst van het ontwerp onderstelt dat het Bestuur der Directe Belastingen in elk geval kennis heeft van het verzekeringsorganisme dat door de zelfstandige werd verkozen.

Het onderstelt eveneens dat het Bestuur zou ingelicht zijn over alle wijzigingen die zullen intreden, niet alleen wat de veranderingen van verzekeringsorganismen betreft maar tevens de veranderingen van de verzekeringswijze (immobilienverzekering, levensverzekering, wettelijke verzekering).

Het voorgesteld amendement is rationeel.

Door het te verwerpen zou men grote moeilijkheden tegemoetgaan zowel voor de verzekerden als voor de verzekeringsorganismen. Een centraliserend organisme is nodig; de Rijksdienst voor de Pensioenen der Zelfstandigen is voor dit werk volkomen aangewezen.

Bovendien heeft de heer Minister herhaalde malen gezegd dat hij er voor zorgde, statistische gegevens in te zamelen.

Het voorgesteld amendement beantwoordt aan die bezorgdheid, vermits het ter zake onmiddellijke mogelijkheden biedt, met name inzake de bijdrageplichtigen, de bijdragen en de inkomsten waarvoor men bijdrageplichtig is.

Tevens ware het de gelegenheid, het immatriculatiestelsel van de verzekerden één te maken, daar de verzekeringsorganismen thans op dat gebied over een al te grote vrijheid beschikken.

Les statistiques ainsi établies fourniraient également une base sérieuse de comparaison pour le contrôle financier des organismes assureurs.

Cette base est totalement inexistante à l'heure actuelle puisqu'on doit se contenter des chiffres donnés par ces organismes.

De aldus opgemaakte statistieken zouden eveneens een waardevolle vergelijkingsbasis verschaffen voor de financiële controle over de verzekeringsorganismen.

Deze basis bestaat thans niet aangezien men genoeg moet nemen met de cijfers die door deze organismen worden verstrekt.

H. DERUELLES.
G. CUDELL.
J. PEETERS.

Art. 12bis (nouveau).

Insérer un article 12bis (nouveau), ainsi libellé :

« Le travailleur indépendant ou l'aidant qui, après le trimestre précédant immédiatement celui au cours duquel se situe son 65^e ou son 60^e anniversaire, selon qu'il s'agit d'un homme ou d'une femme, exerce une activité professionnelle visée aux articles 2 et 3 de la présente loi, est tenu de payer trimestriellement à l'Office National des Pensions pour Travailleurs Indépendants une cotisation établie en fonction des revenus professionnels dont il a bénéficié en cette qualité pour le pénultième exercice fiscal précédant l'année pour laquelle la cotisation est due, et dont le montant est égal à 33 % de la cotisation fixée par l'article 11 s'il s'agit d'un assuré du sexe masculin, et à 50 % de ladite cotisation s'il s'agit d'un assuré du sexe féminin.

» Les articles 11, dernier alinéa et 12 à 14 sont applicables au paiement de cette cotisation. »

JUSTIFICATION.

1. Il ne faut pas avantager une partie des travailleurs indépendants actifs, en l'occurrence les plus âgés, au détriment des plus jeunes. Il faut au contraire tendre vers une égalité des charges sociales pour équilibrer les possibilités concurrentielles des uns et des autres.

2. Les cotisations de sécurité sociale sont perçues pour les salariés occupés après l'âge normal de la retraite. Il en est de même pour les cotisations relatives aux allocations familiales pour non-salariés. Il est souhaitable que la présente loi ne fasse pas exception à cette règle.

3. Dans la conjoncture économique actuelle, il faut tendre à encourager les travailleurs âgés à prendre leur retraite plutôt que de les pousser à poursuivre leur activité; c'est une façon de permettre aux jeunes de trouver du travail.

4. On ne pouvait cependant exiger une cotisation complète étant donné que la capitalisation s'arrête à 65 ou à 60 ans, suivant le sexe. Il fallait également tenir compte des différences de pourcentages de valeurs capitalisées suivant le sexe (voir art. 29 et 39, § 3 du projet).

H. DERUELLES.
G. CUDELL.

Art. 51.

Au dernier alinéa, à la première ligne, après les mots :

« doivent prêter »,

insérer les mots :

« sans intérêt ».

JUSTIFICATION.

Il est normal que les caisses contribuent gratuitement au mieux-être des travailleurs indépendants. Il ne serait d'ailleurs pas normal d'accorder des bénéfices aux caisses au détriment d'une part des cotisations réparties des travailleurs indépendants, et d'autre part de la subvention allouée par l'Etat, c'est-à-dire par la collectivité belge.

H. DERUELLES.
G. CUDELL.

Art. 12bis (nieuw).

Een artikel 12bis (nieuw), invoegen, dat luidt als volgt :

« De zelfstandige of de helper die, na het kwartaal dat onmiddellijk aan datgene voorafgaat tijdens hetwelk hij 65 of 60 jaar wordt, naar gelang het een man of een vrouw betreft, een beroepsbezigheid, bedoeld bij artikelen 2 en 3 van deze wet, uitoefent, is gehouden elk kwartaal aan de Rijksdienst voor de Pensioenen der Zelfstandigen een bijdrage te betalen, bepaald in verhouding tot de beroepsinkomsten waarvan hij in deze hoedanigheid genoten heeft tijdens het voorlaatste belastingjaar dat aan het jaar voorafging voor hetwelk de bijdrage verschuldigd is en waarvan het bedrag overeenstemt met 33 % van de bijdrage, door artikel 11 bepaald, indien het een mannelijk verzekerde, of met 50 % van bedoelde bijdrage, indien het een vrouwelijk verzekerde betreft.

» De artikelen 11, laatste lid, 12 en 14 zijn van toepassing voor de betaling van deze bijdrage. »

VERANTWOORDING.

1. Men mag een gedeelte van de werkzame zelfstandigen, in dit geval de oudste, niet bevoordelen ten nadele van de jongste. Men dient integendeel te streven naar gelijkheid van de sociale lasten, ten einde de mededingingsmogelijkheden van de enen en van de anderen in evenwicht te houden.

2. De bijdragen voor de maatschappelijke zekerheid worden geheven voor de loontrekkenden, die na de normale rustleeftijd zijn tewerkgesteld. Dit is tevens het geval voor de bijdragen betreffende de kinderbijslag voor niet-loontrekkenden. Het ware wenselijk dat deze wet op bedoelde regel geen uitzondering zou maken.

3. In de huidige economische conjunctuur, dient men ernaar te streven de bejaarde arbeiders ertoe aan te sporen op rust te gaan, eerder dan ze aan te raden hun beroepsbezigheid voort te zetten; dit is nodig opdat de jongeren werk zouden vinden.

4. Er mocht echter geen volledige bijdrage geëist worden, daar de kapitalisatie wordt stopgezet op 65 of op 60 jaar, naar gelang van het geslacht. Er moest eveneens rekening worden gehouden met de percentages der gekapitaliseerde waarden volgens het geslacht (zie art. 29 en 39, § 3, van het ontwerp).

Art. 51.

Op de derde regel van het laatste lid, na de woorden :

« te bepalen voorwaarden »,

de woorden invoegen :

« zonder interest ».

VERANTWOORDING.

Het is normaal dat de kassen onbezoldigd medewerken aan het welzijn van de zelfstandigen. Het zou trouwens niet normaal zijn de kassen winst te laten maken op, enerzijds, de verdeelde bijdragen van de zelfstandigen en, anderzijds, de toelage die door de Staat, dus door de Belgische gemeenschap, wordt afgedragen.

Art. 52.

1. — Au § 1, supprimer le littéra c.

JUSTIFICATION.

L'Office National des Pensions pour Travailleurs Indépendants devra fournir au Ministre des Classes Moyennes un nombre important d'éléments indispensables au contrôle de la C.G.E.R. et des Caisses de Pension, faute de quoi ce contrôle restera purement théorique.

Permettre aux représentants de la C.G.E.R. et des Caisses de Pension de diriger et de contrôler l'organisme qui doit collaborer au contrôle des organismes assureurs est absolument illogique et indéfendable.

Rien ne justifie pareille mesure qui constitue par contre une ingérence caractérisée mais non désintéressée de la capitalisation dans un système qu'elle prétend condamnable.

On reste perplexe devant les garanties extraordinaires accordées à des organismes qui n'apportent rien au régime, sinon une présence coûteuse et uniquement limitée à l'intérêt de quelques individus.

2. — Au § 1, modifier le littéra g, comme suit :

« Deux membres représentant le Ministre des Classes Moyennes et un membre représentant le Ministre de l'Agriculture. »

JUSTIFICATION.

Par comparaison avec la loi du 30 juin 1956, il ne se justifie pas de réduire le nombre de représentants du Gouvernement au sein du Conseil d'Administration alors que la quote-part de l'Etat, c'est-à-dire de la collectivité belge, est en augmentation sensible dans le financement du régime.

3. — Au § 4, modifier comme suit le littéra f :

« de tenir, en collaboration avec l'organisme chargé du paiement des prestations, les statistiques relatives à ces paiements. »

JUSTIFICATION.

Comme dans les régimes de pension des salariés, il serait souhaitable, par mesure d'économie, de réserver ce travail à la Caisse Nationale des Pensions de Retraite et de Survie qui possède la totalité des éléments de base indispensables à des statistiques valables.

Il y lieu de rationaliser le travail en évitant des doubles emplois coûteux et inutiles tout en obtenant des résultats efficaces.

Il faut cependant se garder des travers qui ont permis tant de « mots » sévères à l'égard des statistiques.

4. — Au § 4, ajouter un littéra h, libellé comme suit :

« h) de tenir le répertoire général des personnes assujetties à la présente loi. »

JUSTIFICATION.

Il n'existe aucune raison valable pour ne pas désigner dans la loi l'organisme chargé de la tenue du répertoire général des assujettis, pas plus que pour ne pas donner ce répertoire à l'organisme centralisateur qu'est l'Office National des Pensions pour Travailleurs Indépendants plutôt que de créer un nouvel organisme ou de confier cette mission à l'une des Caisses de Pension, fût-ce même la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite. Cela reviendrait dans cette dernière éventualité à donner un avantage écrasant à cette Caisse ou à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite par rapport aux autres organismes assureurs.

D'autre part, l'organisme qui serait désigné bénéficierait incontestablement du travail accompli jusqu'à ce jour aux frais de la réparation.

L'amendement proposé correspond en outre directement avec l'amendement proposé à l'article 11 dont il est pratiquement une conséquence.

Art. 52.

1. — In § 1, littéra c weglaten.

VERANTWOORDING.

De Rijksdienst voor de Pensioenen der Zelfstandigen zal de Minister van de Middenstand een groot aantal gegevens moeten verstrekken die onmisbaar zijn voor de controle op de A.S.L.K. en de pensioenkassen, zoniet zal die controle louter theoretisch blijven.

Het is volkomen onlogisch en onverdedigbaar de vertegenwoordigers van de A.S.L.K. en van de pensioenkassen het organisme te laten leiden en controleren dat de verzekeringsorganismen mede moet controleren.

Niets wettigt een dergelijke maatregel, die integendeel een duidelijke, maar niet onbaatzuchtige inmenging is van de kapitalisatie in een systeem dat als verwerpelijk wordt voorgesteld.

Men staat verstomd bij die buitengewone waarborgen welke worden verleend aan organismen die voor de pensioenregeling zonder nut zijn, maar waarvan het bestaan kosten verwekt en nog wel uitsluitend in het belang van enkele individuen.

2. — In § 1, littéra g wijzigen als volgt :

« Twee leden die de Minister van Middenstand vertegenwoordigen en een lid dat de Minister van Landbouw vertegenwoordigt. »

VERANTWOORDING.

Vergeleken met de wet van 30 juni 1956 is de vermindering van het aantal vertegenwoordigers van de Regering in de Raad van Beheer niet te verantwoorden, terwijl het aandeel van de Staat, d.i. van de Belgische gemeenschap, in de financiering van de regeling merkkelijk toeneemt.

3. — Paragraaf 4, littéra f, wijzigen als volgt :

« de statistieken met betrekking tot de uitkeringen bij te houden, in samenwerking met de instelling die met het betalen van deze uitkeringen is belast. »

VERANTWOORDING.

Zoals in de pensioenregelingen voor loontrekkenden zou het terwille van besparingen wenselijk zijn dit werk te laten verrichten door de Nationale Kas voor Rust- en Overlevingspensioenen die beschikt over al de basisgegevens welke voor geldige statistieken onmisbaar zijn.

Het werk dient te worden gerationaliseerd door het vermijden van kostbare en nutteloze overlapping, terwijl toch afdoende resultaten worden bereikt.

Men moet nochtans op zijn hoede zijn voor de fouten die de oorzaak van zoveel scherpe kritiek op de statistieken zijn geweest.

4. — Aan § 4, een littéra h toevoegen, die luidt als volgt :

« h) het algemeen repertorium bij te houden van de personen die onder deze wet vallen. »

VERANTWOORDING.

Er bestaat geen geldige reden om in de wet niet het organisme aan te wijzen dat belast is met het bijhouden van het algemeen repertorium der onder de wet vallende personen, evenmin als om dat repertorium niet toe te vertrouwen aan het centraliserende organisme : de Rijksdienst op te richten of die taak op te dragen aan een of andere pensioenkas, al ware het de Algemene Spaar- en Lijfrentekas. In laatstbedoeld geval zou dat neerkomen op het verlenen van een verregaand voordeel aan die kas of aan de Algemene Spaar- en Lijfrentekas tegenover de andere verzekeringsorganismen.

Anderzijds zou het aan te wijzen organisme ontegensprekelijk voordeel trekken uit het werk dat tot nogtoe op kosten van het omslagstelsel is verricht.

Bovendien houdt het voorgestelde amendement rechtstreeks verband met het bij artikel 11 voorgestelde amendement waarvan het praktisch een gevolg is.

Art. 53.

1. — Supprimer le premier alinéa.
2. — Modifier comme suit le début du deuxième alinéa :
« Sur la base notamment du répertoire général des assurances et de la statistique visée à l'article 52, § 4, g, il sera procédé, etc. »

JUSTIFICATION.

Il s'agit d'un corollaire à l'amendement proposé à l'article 52, § 4, h, ci-dessus.

H. DERUELLES.
G. CUDELL.

Art. 53.

1. — Het eerste lid weglaten.
2. — Het begin van het tweede lid wijzigen als volgt :
« Onder meer op basis van het algemeen repertorium van de verzekeringsplichtigen en van de statistiek bedoeld in artikel 52, § 4, g, zal om, enz. »

VERANTWOORDING.

Logisch gevolg van het voorgesteld amendement op artikel 52, § 4, h, hierboven.

Art. 55.

Supprimer les §§ 1 et 2.

JUSTIFICATION.

Ceux-ci instituent en effet un conseil purement académique.

H. DERUELLES.
G. CUDELL.

Art. 55.

De paragrafen 1 en 2 weglaten.

VERANTWOORDING.

Bij die § wordt inderdaad een louter academische raad opgericht.

Art. 57.

Supprimer les trois derniers alinéas du :

JUSTIFICATION.

Pour justifier cet amendement, il suffit de reprendre les remarques du Conseil d'Etat, page 49 du Document n° 214 (1958-1959) du Sénat. Ces remarques sont d'une logique sûre et incontestable.

Il n'existe aucune raison valable de mêler en la matière le droit civil et le droit administratif.

H. DERUELLES.
G. CUDELL.

Art. 57.

De laatste drie leden van § 2 weglaten.

VERANTWOORDING.

Ter verantwoording van dit amendement volstaat het de opmerkingen van de Raad van state, bl. 49, Stuk n° 214 (1958-1959) van de Senaat over te nemen. Deze opmerkingen getuigen van een zekere en onbetwistbare logica.

Er bestaat geen wettige reden om ter zake het burgerlijk recht en het administratief recht te vermengen.

Art. 58.

Remplacer le deuxième alinéa par ce qui suit :

« Quiconque aura sciemment usé de déclarations fausses ou incomplètes pour bénéficier de l'une des prestations à charge de l'Office National des Pensions pour Travailleurs Indépendants sera suspendu du droit aux prestations pendant une période de un à six mois, douze mois en cas de récidive.

» Les sanctions prévues au présent paragraphe sont appliquées par les commissions de réclamation instituées en vertu de l'article 57, § 2, à la requête de l'Office National des Pensions pour Travailleurs Indépendants. »

JUSTIFICATION.

Cet amendement tient compte des remarques parfaitement justifiées du Conseil d'Etat [voir pp. 52 in fine et 53 du Document n° 214 (1958-1959) du Sénat].

Il faudrait cependant, en outre, modifier le § 2 de l'article 57, premier alinéa, en conséquence.

H. DERUELLES.

Art. 58.

Het tweede lid van dit artikel vervangen door wat volgt :

« Wanneer iemand wetens gebruik heeft gemaakt van valse of onvolledige verklaringen om een van de uitkeringen ten laste van de Rijksdienst voor de Pensioenen der Zelfstandigen te ontvangen, wordt zijn recht op uitkeringen geschorst gedurende een periode van een tot zes maanden, en gedurende twaalf maanden in geval van herhaling.

» De in deze paragraaf bepaalde straffen worden, op verzoek van de Rijksdienst voor de Pensioenen der Zelfstandigen, toegepast door de klachtencommissies ingesteld krachtens artikel 57, § 2. »

VERANTWOORDING.

Dit amendement houdt rekening met de ten volle verantwoorde opmerkingen van de Raad van State [zie blz. 52 in fine en 53 van Stuk n° 214 (1958-1959) van de Senaat].

Bovendien zou nochtans § 2 van artikel 57, eerste lid, in overeenstemming moeten worden gewijzigd.

III. — AMENDEMENT PRÉSENTÉ PAR M. MASSART.

Art. 18.

Modifier le 1^o comme suit :

« 1^o Pour les années antérieures à 1954, par toute voie de droit, présomptions comprises. »

JUSTIFICATION.

Cet amendement a pour but de mettre sur un pied d'égalité les travailleurs indépendants et les salariés.

Il ne se conçoit pas que le législateur se montre plus sévère pour les premiers.

Les témoins ont parfois plus de valeur que certains documents qui restent malgré tout fort vagues (exemple : les recensements décennaux).

Il n'est pas toujours heureux d'exclure des témoignages d'autorités (par exemple : bourgmestres, police).

Il faut aussi compter d'une part sur les difficultés rencontrées par les travailleurs indépendants ou leurs veuves lorsqu'il s'agit d'apporter des preuves d'activité pour des années remontant au-delà de 1930, c'est-à-dire d'il y a 30 ans et plus et d'autre part, sur certaines activités professionnelles souvent indéfinissables sans le témoignage (exemple : voyageur de commerce autonome).

Enfin les exceptions admises en cas d'application des articles 1347 et 1348 du Code civil ne facilitent guère les choses ni pour le demandeur ni pour l'Administration et amènent en fait des autorités administratives à juger d'éléments relevant du droit civil, ce qui constitue une interpénétration et un déplacement de pouvoir que nous qualifierons volontiers de malheureux.

F. MASSART.
H. DERUELLES.
E. LACROIX.
G. CUDELL.

IV. — AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR M. LACROIX.

Art. 22.

Remplacer cet article par ce qui suit :

« Lorsque le travailleur indépendant ne peut bénéficier de la pension complète prévue à l'article 22, chaque année civile de la carrière du travailleur indépendant ouvre le droit à 1/45 pour les hommes et 1/40 pour les femmes, des montants visés à l'article 21.

» Pour être prise en considération, chaque année civile antérieure au 1^{er} janvier 1960 doit cependant être justifiée par une occupation exercée en qualité de travailleur indépendant pendant pendant au moins 250 journées.

» Lorsque, en ce qui concerne les années à partir de 1960, le travailleur indépendant n'a pas cotisé pour les quatre trimestres de l'année, la partie de la pension afférente à cette année subit une réduction de 1/4, de 1/2 ou de 3/4 suivant que l'assujetti n'a cotisé que pour 3, 2 ou 1 trimestres. »

III. — AMENDEMENT VOORGESTELD DOOR DE HEER MASSART.

Art. 18.

Dit artikel, sub 1^o, wijzigen als volgt :

« 1^o Voor de jaren voorafgaand aan 1954 door ieder rechtsmiddel, vermoedens inbegrepen. »

VERANTWOORDING.

Dit amendement heeft tot doel de zelfstandigen op gelijke voet te stellen met de loontrekkenden.

Het gaat niet op dat de wetgever eerstgenoemden strenger behandelt.

Getuigen zijn soms meer waard dan sommige documenten, die ten slotte zeer in het vage blijven (bijv. de tienjaarlijkse tellingen).

Het verdient niet altijd aanbeveling de getuigenis van sommige autoriteiten (bijv. burgemeesters, politie) te verbieden.

Men dient ook rekening te houden met de moeilijkheden die de zelfstandigen of hun weduwen ondervinden, wanneer zij bewijzen moeten overleggen over hun activiteit tijdens de jaren vóór 1930, dus 30 jaar en meer geleden, alsmede over bepaalde beroepsactiviteiten die zonder getuigenissen moeilijk te bepalen vallen (bijv. zelfstandig handreiziger).

Ten slotte zijn de uitzonderingen op de toepassing van de artikelen 1347 en 1348 van het Burgerlijk Wetboek niet van die aard, dat zij de zaken vergemakkelijken, zowel voor de aanvrager als voor het Bestuur. In feite komen de administratieve autoriteiten er zo toe, factoren die tot het burgerlijk recht behoren te beoordelen, wat een interpenetratie en een verplaatsing van bevoegdheden vormt die wij niet anders dan jammerlijk kunnen noemen.

IV. — AMENDEMENTEN VOORGESTELD DOOR DE HEER LACROIX.

Art. 22.

Dit artikel vervangen door wat volgt :

« Indien de zelfstandige het volledig pensioen bedoeld in artikel 21, niet kan genieten, geeft ieder kalenderjaar van de loopbaan als zelfstandige recht op 1/45 van de in het artikel 21 bepaalde bedragen voor de mannen en op 1/40 voor de vrouwen.

» Om in aanmerking te komen moet voor ieder kalenderjaar vóór 1 januari 1960 nochtans het bewijs worden geleverd van een als zelfstandige uitgeoefende bedrijvigheid van ten minste 250 dagen.

» Wanneer de zelfstandige, wat de jaren van 1960 af betreft, geen bijdragen heeft gestort voor de vier kwartalen van het jaar, wordt het met dat jaar overeenstemmend gedeelte van het pensioen verminderd met 1/4, 1/2 of 3/4, naar gelang de verzekeringsplichtige slechts voor 3, 2 of 1 kwartalen bijdragen heeft gestort. »

Art. 23.

Remplacer cet article par ce qui suit :

« § 1. Le travailleur indépendant qui justifie avoir été occupé 250 journées par an comme travailleur indépendant pendant toute la période allant du 1^{er} janvier 1954 jusqu'à la fin de l'année précédant celle de son 65^e ou de son 60^e anniversaire de naissance, selon qu'il s'agit d'un homme ou d'une femme, est censé justifier de l'accomplissement d'une carrière de 45 ou de 40 années selon qu'il s'agit d'un homme ou d'une femme.

» Toutefois, aussi longtemps que cette période ne s'étend pas sur 20 années au moins, il y a lieu d'ajouter les années civiles antérieures au 1^{er} janvier 1954 nécessaires pour obtenir 20 années consécutives. La preuve d'une occupation exercée conformément à l'alinéa premier du présent paragraphe est censée administrée pour toute la période antérieure au 1^{er} janvier 1954 si elle est administrée pour les 3/4 ou moins de cette période.

» § 2. Lorsque l'ouverture au droit à la pension de retraite est réalisée de la manière prévue au § 1 du présent article, le travailleur indépendant peut prétendre à la pension de retraite complète dont le montant est fixé conformément aux dispositions de l'article 21. »

Art. 22 et 23.

Intervertir l'ordre de ces articles.

Art. 24.

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION.

I. — L'article 23 prévoyant le mode d'octroi d'une pension forfaitaire complète devrait devenir l'article 22 et l'article 22, prévoyant le mode d'octroi d'une pension partielle devrait devenir l'article 23.

En bonne technique, comme en bonne logique, on examine d'abord si un droit s'ouvre à une carrière complète avant d'examiner les droits à une carrière partielle.

II. — Il ne paraît pas indiqué de faire une distinction entre les années avant 1926 et les autres.

Cela alourdit le système tout en commettant une injustice au regard des bénéficiaires de pensions partielles qui se voient interdire le bénéfice d'années prouvées avant 1926.

Le fait que les régimes de pension relatifs aux ouvriers et aux employés font cette distinction ne constitue pas une raison suffisante.

Cette distinction devra d'ailleurs également disparaître dans ces régimes, ne fût-ce que pour des raisons d'imputation budgétaire, si l'on ne veut pas charger exagérément ces régimes.

L'article 25 permettra toujours de régler les cumuls en cas de carrières mixtes, qu'il s'agisse d'années antérieures à 1926 ou d'autres années.

III. — Il n'y a pas de raison de se montrer plus difficile pour l'octroi d'une pension forfaitaire complète lorsqu'il s'agit d'un travailleur indépendant ou lorsqu'il s'agit d'un ouvrier ou d'un employé.

C'est pourquoi nous proposons de limiter à 20 ans le nombre d'années à prouver pour obtenir une pension forfaitaire complète.

Le même motif nous autorise à demander que la carrière soit présumée complètement prouvée avant 1954 si elle est prouvée pour les 3/4 de cette période plutôt que pour les 9/10 (27/30) comme l'exige le projet de loi.

IV. — L'alinéa premier de l'article 24 est inclus dans le nouvel article 23 proposé.

Quant au deuxième alinéa du même article 24, il pose un principe qu'il s'impose d'exclure.

En effet :

1^o Il ne se justifie pas de faire un sort plus favorable aux personnes qui ont effectué des versements d'assuré libre.

C'est faire payer au régime et à la communauté des indépendants un avantage pour une assurance qui n'avait rien à voir avec l'assurance obligatoire des indépendants.

Art. 23.

Dit artikel vervangen door wat volgt :

« § 1. De zelfstandige die bewijst dat hij als zelfstandige gedurende 250 dagen per jaar werkzaam was tijdens de gehele periode van 1 januari 1954 tot het einde van het jaar vóór dat van zijn 65^{ste} of 60^{ste} verjaardag, naar gelang het een man of een vrouw betreft, wordt geacht het bewijs te leveren van een loopbaan van 45 of 40 jaar, naar gelang het een man of een vrouw betreft.

» Indien deze periode echter niet ten minste 20 jaar omvat dienen daaraan de kalenderjaren vóór 1 januari 1954 te worden toegevoegd die nodig zijn om 20 achtereenvolgende jaren te bereiken. Het bewijs van een overeenkomstig het eerste lid van deze paragraaf verrichte bedrijvigheid wordt geacht te zijn geleverd voor de gehele periode vóór 1 januari 1954 wanneer het voor ten minste drie- of vierde van deze periode is geleverd.

» § 2. Wanneer het recht op een rustpensioen wordt verleend zoals bepaald in § 1 van dit artikel, mag de zelfstandige aanspraak maken op het volledig rustpensioen, waarvan het bedrag overeenkomstig de bepalingen van artikel 21 is vastgesteld. »

Art. 22 en 23.

De volgorde van deze artikelen omkeren.

Art. 24.

Dit artikel weglaten.

VERANTWOORDING.

I. — Artikel 23 dat bepaalt hoe het volledig forfaitair pensioen wordt toegekend, zou tot artikel 22 moeten worden vernummerd, terwijl artikel 22, dat bepaalt hoe een gedeeltelijk pensioen wordt toegekend, artikel 23 zou moeten worden.

Technisch en logisch gezien gaat men eerst na of er aanspraak bestaat op een volledige loopbaan, vooraleer de aanspraak op een gedeeltelijke loopbaan te onderzoeken.

II. — Een onderscheid tussen de jaren vóór en na 1926 schijnt niet wenselijk.

Dit maakt de regeling omslachtiger en is tevens een onrechtvaardigheid tegenover hen die recht hebben op een gedeeltelijk pensioen, aan wie het voordeel wordt ontzegd van de bewezen jaren vóór 1926.

Dat dit onderscheid wel gemaakt wordt in de pensioenregelingen voor de arbeiders en de bedienden, is geen voldoende reden.

Indien men deze regelingen niet wenst te overbelasten moet het onderscheid trouwens ook daar worden weggelaten, al was het maar om redenen van begrotingsaanwijzing.

Krachtens artikel 25 kan de cumulatie in geval van gemengde loopbanen steeds worden geregeld, ongeacht of het jaren vóór of na 1926 betreft.

III. — Er is geen reden om strenger te zijn bij het toekennen van een volledig forfaitair pensioen aan een zelfstandige dan aan een arbeider of een bediende.

Daarom stellen wij voor, het aantal jaren waarvoor het bewijs voor het verkrijgen van een volledig forfaitair pensioen geleverd moet worden, tot 20 te beperken.

Om dezelfde reden vragen wij dat de loopbaan vóór 1954 geacht zou worden volledig bewezen te zijn, wanneer het bewijs geleverd is voor de 3/4 van deze periode, en niet voor de 9/10 (27/30) zoals in het ontwerp van wet is bepaald.

IV. — Het eerste lid van artikel 24 is opgenomen in het voorgestelde nieuwe artikel 23.

In het tweede lid van genoemd artikel 24 wordt echter een beginsel gesteld dat uit den boze is.

Immers :

1^o Het is niet verantwoord de personen die als vrij verzekerden bijdragen hebben gestort ongunstiger te behandelen.

Dit betekent dat een voordeel voor een verzekering die niets te maken heeft met de verplichte verzekering der zelfstandigen ten laste van de pensioenregeling en van de gemeenschap der zelfstandigen wordt gelegd.

2° En maintenant ce principe, on permet aux personnes qui en bénéficient d'obtenir un avantage dans deux secteurs de pension pour un même versement, puisque ces versements entrent également en ligne de compte pour l'octroi de droits résiduaux éventuels prévus à l'article 67, deuxième alinéa, du projet.

Il faut éliminer cette injustice qui existe déjà dans l'application de la loi du 30 juin 1956.

2° Door dit beginsel te behouden, wordt aan de personen die er het genot van hebben de mogelijkheid geboden om een voordeel te bekomen in twee pensioensectoren, voor éénzelfde storting, vermits bedoelde stortingen eveneens in aanmerking komen voor het verlenen van eventuele residuaire rechten bedoeld bij artikel 67, tweede lid, van het ontwerp.

Zulke onrechtvaardigheid, die reeds bestaat bij de toepassing der wet van 30 juni 1956, dient uit de weg geruimd.

E. LACROIX.
G. BOEYKENS.
M. BOUTET.
F. MASSART.

Art. 24.

1. — Subsidiairement :

Si les amendements proposés aux articles 22, 23 et 24 sont repoussés, supprimer les alinéas 2 et 3 de l'article 24.

JUSTIFICATION.

1° Il ne se justifie pas de faire un sort plus favorable aux personnes qui ont effectué des versements d'assuré libre.

C'est faire payer au régime et à la communauté des indépendants un avantage pour une assurance qui n'avait rien à voir avec l'assurance obligatoire des indépendants.

2° En maintenant ce principe, on permet aux personnes qui en bénéficient d'obtenir un avantage dans deux secteurs de pension pour un même versement, puisque ces versements entrent également en ligne de compte pour l'octroi de droits résiduaux éventuels prévus à l'article 67, deuxième alinéa, du projet.

Il faut éliminer cette injustice qui existe déjà dans l'application de la loi du 30 juin 1956.

Art. 24.

1. — In bijkomende orde :

Indien de amendementen voorgesteld op de artikelen 22, 23 en 24 verworpen worden, lid 2 en lid 3 van artikel 24 weglaten.

VERANTWOORDING.

1° Het is niet te verantwoorden, een gunstiger toestand te voorzien voor de personen die stortingen hebben gedaan als vrij verzekerde.

Dit komt erop neer, ten laste van het regime en van de gemeenschap der zelfstandigen een voordeel te leggen voor een verzekering die niets gemeens heeft met de verplichte verzekering der zelfstandigen.

2° Door het behoud van dit beginsel, wordt aan de personen die er het genot van hebben de mogelijkheid verschaft om een voordeel te bekomen in twee pensioensectoren, voor éénzelfde storting, vermits die stortingen eveneens in aanmerking komen voor het verlenen van eventuele residuaire rechten bedoeld bij artikel 67, tweede lid, van het ontwerp.

Zulke onrechtvaardigheid, die reeds bestaat bij de toepassing der wet van 30 juni 1956, dient uit de weg geruimd.

E. LACROIX.
G. BOEYKENS.

2. — En ordre plus que subsidiaire, pour le cas où l'amendement subsidiaire précédent est repoussé :

Remplacer, au deuxième alinéa, cinquième ligne :

« 1^{er} juillet 1956 »,

par :

« 1^{er} janvier 1954 ».

JUSTIFICATION.

A partir du 1^{er} janvier 1954, il y a eu assurance obligatoire pour les travailleurs indépendants qui n'avaient dès lors plus aucune raison d'effectuer des versements d'assurés libres après cette date.

2. — In meer ondergeschikte orde, ingeval het vorige subsidiaire amendement verworpen wordt :

Op de vijfde regel van het tweede lid, de woorden :

« 1 juli 1956 »,

vervangen door de woorden :

« 1 januari 1954 ».

VERANTWOORDING.

Vanaf 1 januari 1954 werd de verplichte verzekering ingesteld voor de zelfstandigen, zodat zij na die datum geen reden meer hadden om als vrij verzekerden stortingen te doen.

E. LACROIX.
G. BOEYKENS.